

[ 2 CONFIDENTIAL ]

UN ARCHIVES

SERIES S-1120

BOX 66

FILE 4

ACC. 1998/0278

CNR 186 P1/1

OUTGOING CODE CABLE

UNAMIR  
95 JUL 11 03 11

TO: SHAHARYAR KHAN, UNAMIR, KIGALI  
FROM: ANNAN, UNATIONS, NEW YORK  
DATE: 10 JULY 1995  
NUMBER: 2270  
SUBJECT: Secretary-General's speech in Kigali

*[Handwritten signature]*

UNITED NATIONS  
OPERATIONS  
10 JUL 1995 10 P 8:50

This is to clarify that the text with our cable no. 2263 of today is simply the French translation of your draft and not repeat not the final version of the Secretary-General's speech which is being finalised by his staff.

Best regards.

*This is the  
NY translation  
Apparently it is being fine-tuned*  
*[Handwritten initials and signature]*

44 CY  
-10

5602

UNITED NATIONS HQS NEW YORK

8B UP01

UNAMIR

1995 JUL 11 11:45  
OUTGOING CODE CABLE

TO: KHAN, UNAMIR, KIGALI  
FROM: ANNAN, UNATIONS, NEW YORK  
DATE: 10 July 1995  
NUMBER: 2263



1995 JUL 10 P 6:00

UNITED NATIONS  
OPERATIONS

Reference your MIR-2511. As discussed, please find attached a French translation of the draft text of the SecGen's statement to the National Assembly, as prepared by the French Translation Service in New York. You may find it useful.

Best regards.

CNR 185 P2/8

PROJET DE DÉCLARATION DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL  
À L'ASSEMBLÉE NATIONALE RWANDAISE

Jaudi 13 juillet 1995

C'est un insigne honneur et un privilège pour moi, en tant que Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, que de me rendre dans les États Membres et de m'adresser directement aux peuples des Nations Unies. J'attache une signification particulière à mon arrivée au Rwanda aujourd'hui. Issu de ce continent et effectuant mon premier voyage au Rwanda en ma qualité de Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, je n'ignore rien de l'histoire de votre pays, notamment des événements tragiques qui ont profondément préoccupé l'Organisation. Je suis particulièrement honoré d'avoir l'occasion de m'adresser au peuple rwandais depuis votre auguste assemblée. L'inlassable dynamisme de cette institution, qui incarne le processus démocratique en germe au Rwanda, est le meilleur garant du développement d'un climat politique participatif et pluraliste, si nécessaire à la paix et au progrès dans le monde d'aujourd'hui.

D'ici quelques jours, le peuple rwandais célébrera le premier anniversaire du gouvernement entré en fonctions après la fin du génocide et des atrocités qui avaient jeté une ombre sinistre sur ce beau pays. À contempler les réalisations de l'année écoulée, nous trouvons maintes raisons de nous réjouir. Le fait que nous soyons aujourd'hui ici rassemblés témoigne des efforts méritoires déployés depuis la guerre pour reconstituer le tissu politique et socio-économique de la nation. Je tiens à rendre hommage au peuple de ce pays pour les sacrifices extraordinaires qu'il a consentis et pour le courage considérable dont il fait preuve, ainsi qu'à féliciter le Gouvernement et les parlementaires de leur dévouement face aux difficultés immenses auxquelles le Rwanda était confronté.

Pendant l'année écoulée, les progrès réalisés par votre gouvernement ont véritablement été spectaculaires. La vie est revenue à la normale. Les marchés et les entreprises sont florissantes dans tout le pays. Il n'y a pas de couvre-feu. Les enfants ont repris le chemin de l'école et les universités ont rouvert leurs portes. L'électricité, l'approvisionnement en eau salubre et les communications ont, dans l'ensemble, été rétablis. Les immeubles détruits, les routes et l'infrastructure sont en cours de réparation. Le Gouvernement s'est engagé à traiter de façon équitable les réfugiés qui regagnent leurs foyers et on promet que la justice sera transparente. Les actes de vengeance et de représailles sont sanctionnés et le Gouvernement s'est engagé à assurer la sécurité de tous les citoyens et à les protéger. Voilà des progrès véritablement dignes d'éloges quand on songe au pays dévasté et déchiré par un effroyable génocide qu'était le Rwanda il y a un an. Je félicite votre gouvernement des résultats auxquels il est parvenu : nul doute que la communauté internationale y trouvera un encouragement à contribuer plus étroitement à la réalisation des objectifs louables que vous vous êtes fixés.

Nonobstant cette évolution favorable, il reste beaucoup à faire pour que le Rwanda revienne tout à fait à la normale. Que vos succès passés vous encouragent à faire face aux problèmes qui demeurent. Je tiens à souligner à ce propos qu'il est urgent de travailler à la réalisation des objectifs fixés dans

L'Accord d'Arusha et j'insiste en particulier sur la nécessité, pour toute la nation rwandaise, de participer pleinement et démocratiquement à la gestion des affaires du pays. L'histoire, notamment celle du Rwanda, a montré que les politiques d'exclusion conduisent inexorablement à des mouvements de résistance et des conflits cycliques. Les droits de tous les citoyens doivent être pleinement respectés en toutes circonstances : ce principe est la pierre angulaire de toute société démocratique viable et stable.

À ce propos, il faut d'urgence remédier aux conditions inhumaines qui règnent dans les prisons, maintenir la primauté du droit et garantir à tous un traitement équitable, promouvoir la justice, mettre fin aux représailles arbitraires et encourager tous les nationaux rwandais actuellement réfugiés dans des camps dans les pays voisins à regagner leurs foyers. Il faudrait en outre s'employer à améliorer et renforcer l'économie, ce qui contribuera pour beaucoup, à long terme, à la normalisation du pays et à sa stabilisation en aidant à atténuer la pauvreté et en ouvrant la voie à un développement durable. Pour que soient menées à bien les tâches complexes qui restent à accomplir, le Rwanda et la communauté internationale dans son ensemble devront impérativement conjuguer leurs forces.

Au moment où nous nous efforçons de reconstruire le Rwanda, nous devons garder à l'esprit le passé récent. L'épouvantable tragédie de l'an dernier, en particulier le génocide et les massacres qui ont fait tant de victimes innocentes, sont inacceptables et il ne faudrait pas permettre qu'ils se reproduisent jamais. De même, alors que nous cherchons à faire respecter la primauté du droit, il ne faudrait pas laisser l'impunité entrer dans les mœurs. Il est particulièrement opportun d'évoquer le crime de génocide à l'occasion de la célébration du cinquantième anniversaire de la fondation de notre Organisation des Nations Unies, qui a été créée non seulement pour éviter le fléau de la guerre, mais tout spécialement pour faire respecter la dignité de tous et le caractère sacré de la vie humaine.

À sa première session, en 1946, l'Assemblée générale des Nations Unies a affirmé que le génocide était un crime de droit des gens dont les auteurs, quels soient leur identité et leurs motifs, devaient être punis. Cette déclaration de la plus haute importance a conduit à l'élaboration de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide, que l'Assemblée a adoptée le 9 décembre 1948. La Convention lie les Parties contractantes, qui acceptent d'assumer les responsabilités et contractent les obligations en découlant. Je veux espérer qu'outre cet instrument international, parmi un certain nombre d'autres, la répugnance que le génocide continue d'inspirer à la communauté internationale empêchera que ce crime ne soit à nouveau commis où que ce soit sur notre planète.

En créant le Tribunal international pour le Rwanda en novembre dernier, le Conseil de sécurité témoignait de la détermination avec laquelle la communauté internationale entend poursuivre les auteurs présumés d'actes de génocide et les traduire en justice. Bien qu'il reste beaucoup à faire, des mesures importantes ont été prises en vue de permettre au Tribunal de commencer à fonctionner à une date aussi rapprochée que possible. Le Procureur adjoint et ses collaborateurs, qui s'emploient actuellement à rassembler les éléments de preuve nécessaires, sont déjà installés dans leurs bureaux à Kigali, et les six juges récemment élus

/...

par l'Assemblée générale ont prêté serment. Je compte voir parachever sous peu la mise en place des dispositifs juridique et logistique voulus pour que le siège du Tribunal à Arusha puisse également devenir opérationnel dans un avenir proche. En créant le Tribunal, le Conseil de sécurité a demandé aussi qu'une assistance soit apportée en vue de remettre le système judiciaire rwandais sur pied. Il importe que le nécessaire soit fait pour que ces deux instances puissent exercer leurs fonctions essentielles avec efficacité et sans délai, de façon que justice soit rapidement rendue et que ceux qui sont innocents puissent reprendre une vie normale et participer à la reconstruction de leur pays.

À long terme, le Rwanda ne pourra s'engager résolument dans la quête d'une paix et d'une prospérité durables que si les Rwandais se rassemblent dans le cadre de la nation. Il faudrait, pour qu'une réconciliation véritable puisse être assurée, qu'ils sachent que l'impunité a été définitivement proscrite et ne sera pas tolérée. Si la réconciliation est un thème constamment repris dans les résolutions et les déclarations du Conseil de sécurité sur le Rwanda, c'est qu'il est généralement reconnu que sans elle, la paix et la sécurité ne sauraient durablement être assurées. Nous vivons dans un monde de grande diversité, où l'interdépendance va croissant, et où l'instauration de l'équilibre et de l'harmonie devrait être considérée comme un objectif réalisable plutôt que comme une source potentielle de frictions ou de division entre les peuples. L'Organisation des Nations Unies a été édifiée parce que ses fondateurs croyaient à cette possibilité. En dépit de la prolifération des conflits interethniques à laquelle nous assistons sur toute l'étendue du globe depuis la fin de la guerre froide, je suis convaincu qu'un monde tel demeure à notre portée et que le Rwanda peut jouer un rôle exemplaire à cet égard.

Comme je le faisais observer un peu plus tôt, la grande force de la Charte réside dans son affirmation de la dignité et de la valeur de la personne humaine. Le processus de démocratisation auquel le Rwanda et une grande partie du reste du monde aspirent de plus en plus ardemment tire son inspiration de ces idéaux et ne peut durer qu'en s'y conformant. La démocratie offre les conditions les meilleures pour assurer la protection et la défense des droits de chacun, ainsi que pour instaurer et préserver un climat propice à une paix, à une sécurité et à une prospérité durables. La vision englobante du monde dans laquelle elle s'inscrit signifie davantage que de simples élections. Les tensions et les frictions dont continuent de se ressentir certaines sociétés ne font qu'en retarder l'instauration. Voilà pourquoi je suis convaincu que des efforts résolus en vue du retour et de la réinstallation de tous les Rwandais dans leur pays, dans des conditions de sécurité, de dignité et d'acceptation mutuelle, constituent une condition préalable à l'avènement d'une démocratie réellement participative au Rwanda.

Je salue l'action menée sur les plans national, bilatéral et sous-régional afin d'activer un rapatriement en bon ordre et librement consenti, et demande à tous les intéressés de redoubler d'efforts en vue de consolider le processus du retour. Il est clair que le Rwanda, pays d'origine, doit travailler en étroite coopération avec les pays de la sous-région qui ont accueilli ses réfugiés afin que les progrès nécessaires puissent être faits. C'est pourquoi l'ONU a soutenu les initiatives qu'il a prises conjointement avec ses voisins, y compris en particulier le Sommet de Nairobi, la Conférence régionale de Bujumbura sur les réfugiés et les personnes déplacées et la récente réunion des Ministres de la

/...

défense du Rwanda, du Burundi et du Zaïre. La mise en oeuvre des accords conclus par suite de ces initiatives contribuerait pour beaucoup à améliorer la situation sur le plan humanitaire, à instaurer la confiance et à jeter les bases sur lesquelles une action plus ambitieuse encore pourrait être menée en vue de résoudre les problèmes auxquels se heurte la région tout entière.

Comme le Conseil de sécurité l'a en outre réaffirmé à plusieurs reprises, une conférence régionale élargie sur la sécurité, la stabilité et le développement dans la région pourrait être l'occasion des plus opportunes d'aborder dans leur ensemble les problèmes qu'a suscités et exacerbés la crise des réfugiés. J'ai récemment dépêché un envoyé spécial dans la région afin d'y consulter les responsables gouvernementaux sur la possibilité de trouver d'autres moyens de progresser dans ce domaine. J'entends aussi poursuivre mes consultations avec les États de la région et avec d'autres touchant la

convocation de la conférence régionale envisagée à une date aussi rapprochée que possible. Je suis d'avis que cette conférence devrait être préparée avec soin de façon que l'accord puisse mieux se faire sur les mesures concrètes à prendre afin de remédier aux problèmes fondamentaux auxquels se heurte la région.

Dans la résolution 997 qu'il a adoptée le 9 juin dernier, le Conseil de sécurité s'est déclaré gravement alarmé par les menaces extérieures de déstabilisation du Rwanda, et m'a demandé de consulter les pays voisins au sujet des mesures à prendre pour lever ces menaces. Au cours du séjour qu'il a récemment effectué dans la région sur ma demande, mon envoyé spécial a constaté que l'on s'accordait généralement à penser que la déstabilisation ne serait dans l'intérêt d'aucun des pays de la région, et qu'elle pourrait en fait susciter de nouveaux conflits ou aggraver les tensions existantes. L'élaboration des mesures voulues pour écarter les dangers considérés suscitait de même un intérêt largement partagé. Lors de son sommet récent, l'Organisation de l'unité africaine a centré son attention sur les questions liées à la prévention, au règlement et à la gestion des conflits. Fait significatif, ses États membres se sont accordés à voir dans le conflit la menace la plus grave pesant actuellement sur le continent dans son ensemble.

Qu'il soit reconnu que les perspectives de stabilité et de progrès de l'Afrique sont compromises, voilà qui devrait susciter, avant tout parmi les États de la région, la volonté renouvelée et résolue de prendre les mesures concrètes voulues pour inverser cette tendance préjudiciable. Plus que jamais auparavant, l'Afrique doit prendre son propre destin en main et mettre le cap sur un avenir plus lumineux auquel le reste de la communauté internationale puisse apporter sa contribution. Elle ne pourrait que conforter dans leur vision ceux qui croient percevoir une marginalisation de la région si elle faillissait à ce stade. Il n'y a guère de doute qu'en cette période d'après-guerre froide, les nations riches et puissantes du monde sont devenues plus sélectives dans leur recherche d'alliés et ne s'investissent donc plus que dans les zones où leurs intérêts peuvent être protégés tout en évitant de s'investir dans celles où le risque de conflit leur paraît élevé.

Afin que les efforts que nous faisons pour que le Rwanda et l'Afrique tout entière connaissent une plus grande sécurité soient couronnés de succès, je suis convaincu que nous devons prendre des mesures énergiques pour enrayer la prolifération accélérée des armes classiques dans la région. Ces armes sont

/...

largement répandues dans la population civile, y compris dans les camps de réfugiés, et cela a de graves conséquences pour l'ordre public, la paix et la sécurité. En outre, pour acheter ces armes, il faut puiser dans des ressources économiques déjà très limitées et cela ne peut qu'alourdir l'endettement déjà très élevé des pays africains, pratiquement sans présenter d'avantages tangibles pour les Africains. L'Organisation des Nations Unies a pris de nombreuses mesures, notamment en ouvrant un registre international des armes, afin de contrôler la prolifération des armes classiques. Le succès, dans ce domaine, suppose la coopération de ceux qui fournissent et de ceux qui reçoivent les armes. Je demande instamment à tous ceux qui sont concernés par ce problème de faire preuve de la plus grande retenue afin qu'une militarisation nouvelle ne compromette pas les efforts tentés actuellement dans la voie du rapatriement et de la stabilisation. Je note avec une vraie satisfaction que les dispositions prises pour assurer la sécurité dans les camps de réfugiés au Zaïre ont produit des résultats encourageants. Je félicite ceux qui ont pris ces initiatives, de même que les autorités tanzaniennes, qui se sont employées à assurer la sécurité dans les camps situés sur le territoire tanzanien. La sécurité dans les camps et la sécurité à l'intérieur du Rwanda sont des conditions essentielles d'un rapatriement plus rapide des réfugiés. Leur retour rapide dans leurs foyers, dans de bonnes conditions de sécurité, est peut-être l'une des mesures les plus efficaces propres à prévenir la risque d'une déstabilisation armée du Rwanda venant de l'extérieur. J'ai noté avec un certain optimisme que le rapatriement volontaire, qui avait été complètement arrêté après la tragédie de Kibeho, avait récemment repris. Je demande à toutes les parties concernées, y compris le Rwanda et les pays d'accueil, d'intensifier les efforts qu'ils font pour que ce processus ne soit pas à nouveau interrompu.

Il y a six mois, la communauté internationale, démontrant sans équivoque sa solidarité avec le Gouvernement et le peuple rwandais, a annoncé des contributions se montant à peu près à 700 millions de dollars au titre de l'assistance économique pour le relèvement et la reconstruction du Rwanda. Le Conseil de sécurité a demandé aux États et aux organismes donateurs de verser rapidement les sommes annoncées, d'accroître cette assistance et en particulier d'aider le Tribunal international à commencer rapidement ses travaux, et de contribuer à remettre en état le système judiciaire rwandais. En même temps, le Conseil a demandé au Gouvernement rwandais de continuer à faciliter l'acheminement et la distribution de l'assistance humanitaire en faveur des réfugiés et des personnes déplacées dans le besoin. Une fois de plus, il est évident qu'une collaboration harmonieuse entre le Rwanda et la communauté internationale est essentielle, tant pour que les engagements d'aide humanitaire soient honorés que pour aider le Rwanda à reconstruire ses équipements ruinés et à relever son économie.

Il y a une semaine environ, ici, à Kigali, a eu lieu une réunion d'examen à mi-parcours des résultats de la Table ronde des donateurs tenue à Genève en janvier.

...

Je voudrais dire quelques mots, pour conclure, de l'Organisation des Nations Unies et du Rwanda. L'Organisation des Nations Unies est avant tout votre organisation, car vous savez que le Rwanda en est Membre. Deuxièmement,

/...



L'Organisation n'est forte et efficace que si les États Membres le veulent activement, et parmi eux figure le Rwanda. Si les États Membres ne manifestent pas la volonté politique et ne fournissent pas les ressources nécessaires pour soutenir l'Organisation, celle-ci ne peut s'acquitter adéquatement et efficacement de son mandat. L'Organisation des Nations Unies ne fonctionne pas d'elle-même et n'a pas de ressources propres. Troisièmement, les Nations Unies réunissent de nombreux États différents, actuellement au nombre de 185. Il y a inévitablement des frustrations, des retards, même des déceptions, car aucun État ou aucun groupe d'États ne peut avoir toujours gain de cause. Et surtout, tous les États Membres se sont collectivement engagés à défendre les idéaux inscrits dans la Charte. Ainsi, la communauté internationale a soutenu constamment et pleinement l'idée que l'Organisation des Nations Unies devait jouer un rôle actif au Rwanda, en particulier pour atténuer les conséquences humanitaires de la crise qui s'est abattue sur le pays et pour aider à trouver un règlement durable et pacifique.

Un grand nombre d'organismes des Nations Unies et de nombreuses organisations non gouvernementales sont au travail au Rwanda, et cela atteste non seulement le mouvement de solidarité internationale avec le pays mais aussi la profondeur et l'étendue des problèmes qu'il faut résoudre.

Le but d'ensemble des activités exécutées par ces diverses organisations est d'améliorer la situation au Rwanda, en particulier s'agissant des secours humanitaires et généralement de l'assistance d'urgence. Le mot essentiel est "assistance". Le Rwanda est un État souverain; ses institutions fonctionnent, notamment son gouvernement qui définit les politiques et les stratégies de relèvement, de reconstruction et de développement du pays. Les organismes internationaux ne peuvent agir qu'avec le consentement et avec la coopération du Gouvernement. C'est là un point important car il définit les responsabilités et les obligations des deux parties. Une coopération étroite entre le Gouvernement et ses organisations est la condition préalable d'un accomplissement réussi des diverses tâches, qu'il s'agisse des programmes menés en faveur de l'enfance ou des activités variées de la Mission des Nations Unies pour l'assistance au Rwanda (MINUAR).

Le mois dernier, le Conseil de sécurité a adopté à l'unanimité la résolution 997, par laquelle il a modifié le mandat de la MINUAR et l'a prorogé jusqu'au 8 décembre de cette année. Dans la même résolution, le Conseil demandait instamment au Gouvernement rwandais et à la MINUAR de continuer à coopérer de façon que la MINUAR puisse s'acquitter de son nouveau mandat.

Ce nouveau mandat reflète, sur le fond, le respect et la reconnaissance, par la communauté internationale, de la souveraineté rwandaise. À l'issue des conversations approfondies entre le Gouvernement et les Nations Unies, qui ont commencé ici, à Kigali, au sein d'une commission mixte, on s'est mis d'accord sur la réduction de l'élément militaire de la MINUAR. Le nouvel effectif de la force reflète la situation nouvelle sur le terrain, notamment une nette amélioration de la sécurité, et atteste la détermination du Gouvernement d'exercer pleinement ses responsabilités dans la préservation de l'ordre public sur l'ensemble du territoire national. Nous saluons cette évolution. La MINUAR jouera donc un rôle d'appui, d'assistance, afin de contribuer à la consolidation de la paix et de la sécurité, à l'établissement d'un climat de confiance, de

/...

justice et de respect des droits de l'homme, et à la création des conditions dans lesquelles les autres organismes pourront aider à relancer la croissance économique pour le plus grand profit du Rwanda et de son peuple.

Je suis convaincu que le Gouvernement et le peuple rwandais continueront et même intensifieront leur coopération avec la MINUAR de façon que celle-ci puisse s'acquitter au mieux de son mandat.

Je souhaite rassurer toute la nation rwandaise et vous dire que l'Organisation des Nations Unies reste profondément désireuse de travailler avec vous pour que les blessures se ferment, qu'elles guérissent, et pour contribuer à l'édification d'un pays plus pacifique et plus uni. Vous devez montrer la voie. La paix ne peut être imposée de l'extérieur. Elle doit d'abord germer, et naître d'elle-même. Le reste du monde ne peut qu'aider à la fortifier. Pour que les efforts des Nations Unies aboutissent, le Rwanda doit non seulement poser lui-même les fondations de la paix, mais aussi démontrer sa volonté de faciliter la tâche de l'Organisation, comme instrument de paix et de justice.

Durant l'année écoulée, le Rwanda, sous la direction de son nouveau gouvernement, a fait d'importants progrès sur la voie du relèvement tant physique que moral de la nation. Je salue le Gouvernement rwandais, je le félicite pour les réalisations importantes des douze derniers mois. Mais il ne souhaite sans doute pas se reposer sur ses lauriers. Ensemble, réfléchissons aux vraies priorités et cherchons ensemble à prévenir toute reprise de la violence et des hostilités, cherchons à ranimer les énergies, à trouver les ressources qui nous permettront de parvenir au but. En travaillant ensemble, je suis convaincu que nous réussirons, dans l'intérêt de la paix et de l'unité, et pour le plus grand bien du Rwanda et des Rwandais.

Je vous remercie de votre attention.